

## POINT DE VUE ÉCONOMIQUE

# Le Canada pourrait-il connaître des baisses de population record?

Par LJ Valencia, économiste

### FAITS SAILLANTS

- ▶ La population canadienne a diminué à un rythme record au troisième trimestre de 2025. La récente baisse de population est-elle une exception, ou plutôt l'exception qui confirme la règle?
- ▶ La baisse du troisième trimestre est alimentée par le plus grand recul du nombre de résidents non permanents depuis au moins 1971. Une accélération rapide des sorties de résidents non permanents en est en grande partie responsable. Les entrées de résidents non permanents ont également ralenti, mais de façon plus modeste.
- ▶ Avec une politique plus restrictive visant à limiter les entrées de résidents non permanents, le bond des sorties nous incite à creuser un peu plus la question. En effet, le marché du travail difficile pour les jeunes Canadiens et Canadiennes de 15 à 24 ans et le ralentissement de l'embauche causé par la guerre commerciale avec les États-Unis ont sans doute nui aux perspectives d'emploi des résidents non permanents en 2025.
- ▶ Il est probable que la croissance démographique connaisse un bon passage à vide, compte tenu du rajustement des cibles d'immigration du gouvernement du Canada. En effet, si elles sont atteintes, la population canadienne pourrait diminuer pendant deux années consécutives avant de progresser à nouveau en 2027 et en 2028. Toutefois, une seule donnée n'est pas une tendance, et la progression vers l'atteinte des cibles ambitieuses du gouvernement pourrait s'avérer difficile.

Au troisième trimestre de 2025, le Canada a connu une première [baisse de sa population](#) depuis 1946, exception faite d'un recul beaucoup plus modeste pendant la pandémie alors que les frontières étaient fermées. Ce renversement rapide est dû à la plus forte diminution du nombre de résidents non permanents depuis au moins 1971, date la plus ancienne pour laquelle des données sont disponibles. De plus, les données sur la population du dernier trimestre se sont révélées beaucoup plus proches qu'avant des [nouvelles cibles démographiques](#) du gouvernement du Canada publiées dans le budget de 2025. Alors, la récente baisse de population est-elle une exception, ou plutôt l'exception qui confirme la règle?

### Que s'est-il passé au troisième trimestre de 2025?

La baisse de population du troisième trimestre de 2025 est sans précédent. La chute libre des résidents non permanents nets a marqué un important renversement par rapport aux normes

historiques, puisque le troisième trimestre de l'année civile correspond habituellement au pic annuel des résidents non permanents nets. Bien qu'il y ait eu un écart similaire par rapport aux normes saisonnières au troisième trimestre de 2024, la baisse observée en 2025 est beaucoup plus marquée (graphique 1 à la page 2).

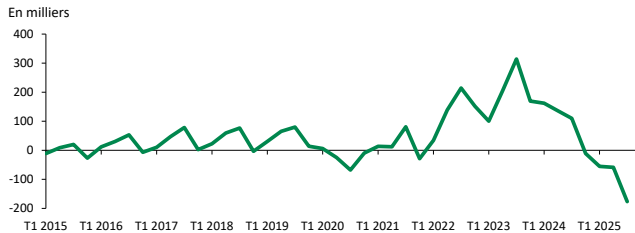
Le recul des entrées de résidents non permanents explique en partie la situation, mais Statistique Canada ne collecte des données sur les entrées et les sorties que depuis 2021. Les données d'Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada (IRCC) nous permettent plutôt de voir le comportement des entrées de résidents non permanents sur une plus longue période<sup>1</sup>. Le

<sup>1</sup> Statistique Canada a publié une mise en garde déconseillant la comparaison de ses estimations démographiques avec les données sur les résidents temporaires et les demandeurs d'asile d'IRCC en raison des différences dans les objectifs des deux organisations. Cela dit, les données sur les résidents temporaires et les demandeurs d'asile continuent de témoigner d'entrées appréciables au Canada.

### Graphique 1

**La baisse récente des résidents non permanents nets a été la plus importante jamais enregistrée**

Résidents non permanents nets



Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

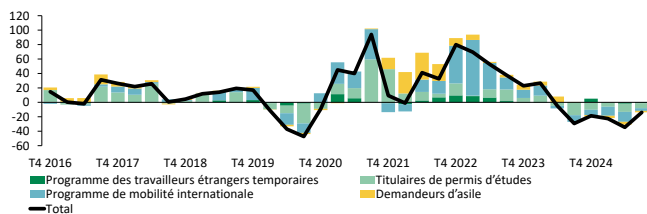
Canada a accueilli 363 000 nouveaux résidents non permanents au troisième trimestre de 2025, ce qui est inférieur aux 422 000 enregistrés au même trimestre en 2024 et nettement en deçà des 597 000 atteints au troisième trimestre de 2023. Cette faiblesse récente s'explique en grande partie par la réduction importante des entrées de titulaires de permis d'études et de travailleurs temporaires en vertu du Programme de mobilité internationale (graphique 2). Toutefois, la baisse du nombre d'admissions de résidents non permanents au cours des derniers trimestres ne compense pas vraiment les gains de 2022 et de 2023. De plus, les entrées de nouveaux résidents non permanents demeurent bien au-dessus de la moyenne préandémique de 176 000<sup>2</sup>.

### Graphique 2

**L'entrée de nouveaux résidents non permanents a reculé au cours des derniers trimestres**

Nouveaux résidents non permanents – titulaires de permis et autres programmes

Variation annuelle en %



NOTE : Les barres empilées illustrent la contribution à la croissance.

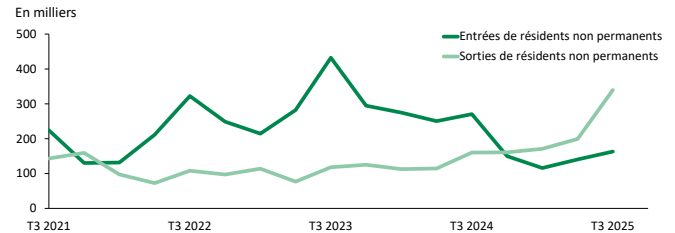
Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada et Desjardins, Études économiques

La baisse des entrées de résidents non permanents a joué un rôle important dans le déclin de la population canadienne, mais l'incidence de l'augmentation des sorties est encore plus marquée récemment (graphique 3). Non seulement les sorties de résidents non permanents ont-elles dépassé les entrées depuis

### Graphique 3

**Récemment, les sorties de résidents non permanents ont pris de l'ampleur**

Entrées et sorties de résidents non permanents



Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

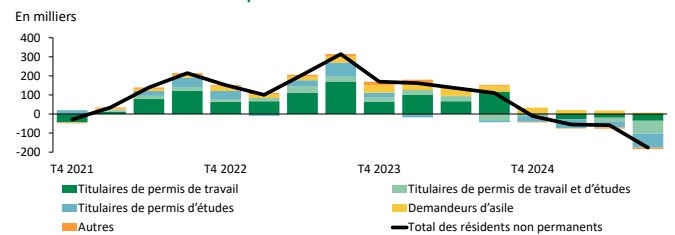
la fin de 2024, mais elles ont explosé au troisième trimestre de 2025, doublant presque le précédent sommet historique<sup>3</sup>.

Les détenteurs de permis d'études représentent une part importante de l'accélération récente (graphique 4) de la sortie de résidents non permanents. Les données du troisième trimestre de 2025 montraient également une sortie de détenteurs de permis de travail et d'études beaucoup plus importante que par le passé.

### Graphique 4

**Les titulaires de permis d'études ont alimenté les récentes sorties de résidents non permanents**

Sorties nettes de résidents non permanents



Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

<sup>3</sup> Statistique Canada estime les niveaux d'entrées et de sorties des résidents non permanents à partir des données du Système mondial de gestion des cas d'IRCC, qui utilise des identifiants uniques pour les demandeurs d'asile et les titulaires de permis. Les ajustements démographiques sont effectués à l'aide d'autres renseignements comme les données du recensement. Les titulaires de permis sont comptabilisés comme des sorties lorsque leur permis expire et peuvent être réintégrés dans les données sur les résidents non permanents par le biais de révisions si celui-ci est prolongé ultérieurement. Les demandeurs d'asile quittent les résidents non permanents lorsqu'ils obtiennent leur résidence permanente, sont renvoyés ou expulsés, retirent ou abandonnent leur demande, ou après une longue période d'inactivité. Par conséquent, les anciens résidents non permanents qui sont comptés dans les sorties peuvent toujours être au Canada même s'ils ne sont pas des résidents non permanents, des résidents permanents ou des citoyens.

<sup>2</sup> Voici la moyenne historique du premier trimestre de 2015 au quatrième trimestre de 2019.

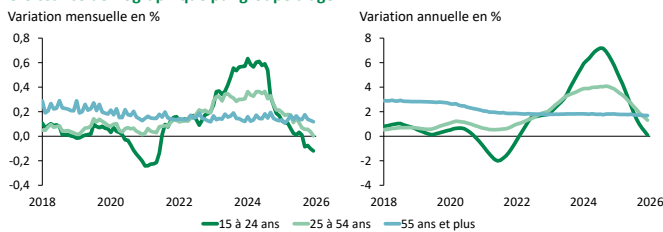
## Quelle est la raison du recul des résidents non permanents nets? Des politiques efficaces ou une économie qui s'essouffle?

La politique d'immigration a fortement influencé le marché du travail canadien au cours des dernières années. Après avoir augmenté rapidement en 2023 et en 2024, la croissance de la population active au Canada a considérablement ralenti depuis l'introduction des restrictions à l'immigration à la fin de 2024<sup>4</sup>. La plus grande diminution a été observée chez les travailleurs de 15 à 24 ans, un groupe d'âge qui recoupe étroitement les résidents non permanents récents, en particulier les étudiants étrangers (graphique 5). On peut en déduire que les politiques jouent probablement un rôle central dans la réduction du nombre de résidents non permanents au Canada.

### Graphique 5

**La croissance de la population active du Canada ralentit, surtout chez les jeunes**

Croissance démographique par groupe d'âge



Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

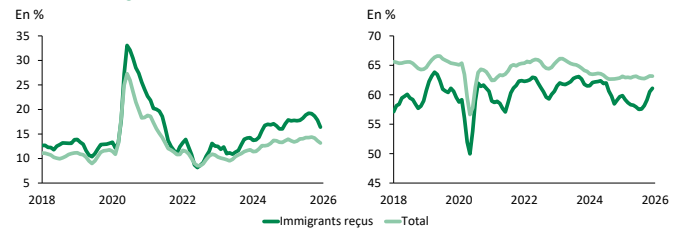
Cela dit, les politiques peuvent certes restreindre les entrées, mais il existe des indicateurs convaincants d'une possible contribution des conditions économiques aux sorties récentes. Comme le montre [notre étude](#), les plus jeunes travailleurs du Canada ont été confrontés à des conditions de marché du travail démesurément difficiles par rapport au reste de la population et sont beaucoup plus sensibles aux ralentissements économiques. Cette tendance est plus marquée si l'on considère le chômage chez les jeunes immigrants reçus, qui a augmenté plus rapidement que le taux de chômage de l'ensemble des jeunes (graphique 6). De plus, le taux de participation des jeunes immigrants reçus a diminué à compter du début de 2024, bien qu'il ait connu une certaine reprise récemment avec l'amélioration des conditions du marché du travail.

<sup>4</sup> Bien que l'*Enquête sur la population active* de Statistique Canada soit conforme aux estimations démographiques trimestrielles en ce qui concerne les sources et les méthodes, elle n'est pas optimisée ni conçue pour surveiller l'évolution de la population. Elle peut tout de même servir pour observer comment les conditions économiques et les récentes politiques d'immigration façonnent la dynamique du marché du travail.

### Graphique 6

**Les jeunes immigrants reçus font face à des conditions de marché du travail plus défavorables**

Taux de chômage – 15 à 24 ans



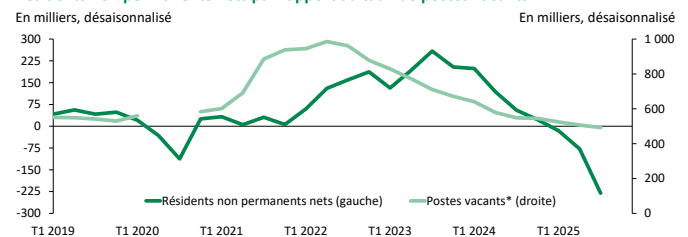
NOTE : Le taux de chômage et le taux d'activité sont tous deux désaisonnalisés.  
Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

La guerre commerciale a ajouté une pression supplémentaire sur le marché du travail canadien. Elle a réduit le bassin d'emplois disponibles pour les personnes entrant sur le marché du travail. En effet, les recherches de Statistique Canada indiquent que les taux de mises à pied globaux sont conformes aux normes historiques, tandis que les secteurs plus exposés au commerce avec les États-Unis ont connu de modestes baisses de l'emploi. En revanche, la baisse des taux d'embauche semble être la cause plus claire de la faiblesse du marché du travail récemment ([Clarke et Fields, 2025](#)). Malgré ces facteurs, [notre analyse](#) démontre que la création d'emplois n'a pas trop déper, avec des effets modestes sur l'emploi global. En plus de la faiblesse de la création d'emplois, la vigueur des résidents non permanents nets a montré de premiers signes d'essoufflement lorsque les postes vacants ont commencé à être pourvus (graphique 7). Le retour des postes vacants à des niveaux plus normaux pourrait donc expliquer en partie, mais relativement peu, la baisse récente des résidents non permanents. La faiblesse de la croissance économique et les perspectives incertaines devraient limiter les embauches en 2026.

### Graphique 7

**Les résidents non permanents nets ont commencé à décliner modérément une fois les postes vacants pourvus**

Résidents non permanents nets par rapport au taux de postes vacants



\* Les valeurs pour le T2 et le T3 2020 n'ont pas été publiées par Statistique Canada.  
Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

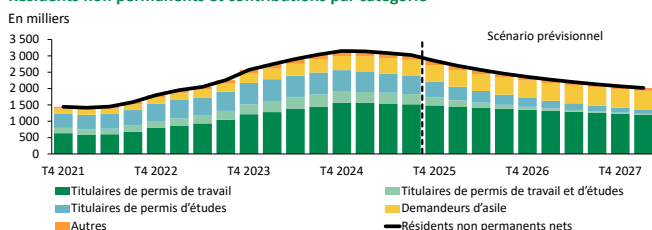
## Le rythme de la baisse récente de la population pourrait ne pas être viable

Si, à l'avenir, les sorties de résidents non permanents demeurent aux mêmes niveaux que ceux déclarés au troisième trimestre, le gouvernement du Canada serait en bonne voie d'atteindre sa cible de 5 % de résidents non permanents en pourcentage de la population totale<sup>5</sup>. Le pays pourrait compter environ 2 millions de résidents non permanents d'ici la fin de 2027, soit un peu moins que le total enregistré au premier trimestre de 2023. Il s'agirait d'une baisse par rapport aux 2,85 millions comptabilisés au troisième trimestre de 2025 et au sommet de 3,15 millions au même trimestre en 2024. Selon ce scénario, le nombre de titulaires de permis d'études devrait diminuer de 73 % par rapport aux niveaux actuels. Le nombre de titulaires de permis de travail et d'études devrait quant à lui avoir reculé de 89 % à la fin de 2027, en supposant que les sorties continuent de dépasser les entrées. Une réduction de cette ampleur entraînerait dans ces deux groupes des replis respectifs d'environ 6,5 % et 1,3 % du total des résidents non permanents, par rapport aux taux actuels de 16,8 % et de 8,6 % (graphique 8).

**Graphique 8**

**Le Canada pourrait atteindre ses cibles si les résidents non permanents reculent à un rythme semblable à celui du T3 2025**

Résidents non permanents et contributions par catégorie



NOTE : Les barres superposées font référence aux contributions au nombre de résidents non permanents.  
Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

Toutefois, un tel déclin de la population pourrait ne pas être viable. L'ampleur des baisses de titulaires de permis d'études peut laisser croire que les étudiants étrangers quitteront au milieu de leur formation, ce qui est peu probable. De plus, les résidents non permanents avec un permis d'études qui sont partis en grand nombre récemment peuvent également être ceux qui ressentent le moins d'attachement à l'égard de leur établissement postsecondaire ou qui sont le moins investis dans leurs études. Cependant, il y a aussi le risque que le Canada ne soit plus considéré comme une destination de choix pour les étudiants internationaux de premier plan, ce qui étancherait le flux de détenteurs de permis d'études au-delà du rythme souhaité.

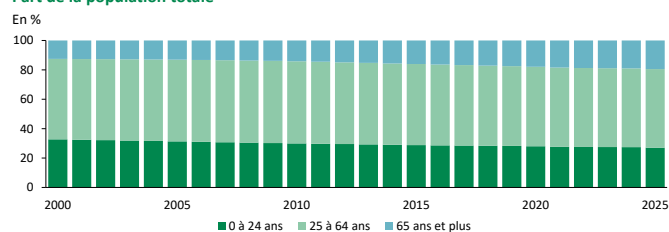
En plus des détenteurs de permis d'études, le nombre de personnes qui possèdent uniquement un permis de travail devrait diminuer d'environ 19 % d'ici la fin de 2027 pour atteindre les cibles du gouvernement fédéral. Une telle diminution serait compatible avec la décroissance relativement modeste observée pour ce groupe au troisième trimestre de 2025. Du reste, une perte importante et persistante de détenteurs de permis de travail semble peu probable étant donné la résilience inattendue de la demande de main-d'œuvre au Canada en 2025. L'activité économique a ralenti en raison de la guerre commerciale, mais le Canada a tout de même évité une récession en 2025. Par ailleurs, l'issue de la révision de l'Accord Canada–États-Unis–Mexique (ACEUM) prévue cette année marquera probablement un tournant décisif. Néanmoins, comme l'indiquent nos plus récentes [Prévisions économiques et financières](#), la demande de main-d'œuvre devrait demeurer positive, bien que faible, en 2026.

De plus, le vieillissement de la population au Canada fait qu'il est difficile de réduire la croissance démographique de façon durable tout en augmentant la population active, car les moteurs naturels de la croissance ralentissent. Le [taux de fécondité total du Canada](#) a chuté en 2024 pour s'établir à 1,25 enfant par femme, dans la foulée de la diminution des taux de fécondité enregistrée depuis 2009. En même temps, la population du pays continue de vieillir, la proportion de 65 ans et plus atteignant presque 20 % en 2025 (graphique 9). Limiter l'immigration pourrait contribuer à améliorer la faible performance du PIB par habitant et potentiellement à favoriser l'[abordabilité du logement](#), mais elle pourrait aussi avoir des conséquences imprévues sur le marché du travail, l'économie et les finances publiques en raison du vieillissement de la population canadienne.

**Graphique 9**

**La population canadienne vieillit peu à peu**

Part de la population totale



\* La période de référence de chaque année s'étend du 1<sup>er</sup> juillet de l'année précédente au 1<sup>er</sup> juillet de l'année de référence. Par exemple, l'année de référence 2025 se déroule du 1<sup>er</sup> juillet 2024 au 1<sup>er</sup> juillet 2025.  
Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

<sup>5</sup> Dans ce scénario, nous supposons que l'augmentation nette des demandeurs d'asile se poursuivra au même rythme qu'au troisième trimestre de 2025.

## Quelles sont les conséquences de cette situation sur les prévisions démographiques du gouvernement canadien?

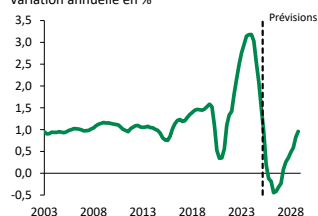
Il est probable que la croissance démographique connaisse un bon passage à vide, compte tenu du rajustement des cibles d'immigration du gouvernement du Canada. En effet, celles-ci sont atteintes, la population canadienne pourrait diminuer pendant deux années consécutives avant de progresser à nouveau en 2027 et en 2028 (graphique 10). Toutefois, une seule donnée n'est pas une tendance, et la progression vers l'atteinte des cibles ambitieuses du gouvernement pourrait s'avérer difficile.

### Graphique 10

#### La croissance démographique pourrait poursuivre son repli avant de rebondir en 2027

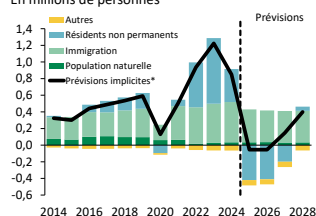
Prévisions implicites de la croissance démographique\*

Variation annuelle en %



Var. du niveau de population par source

En millions de personnes



\* Du gouvernement du Canada.

NOTE : La population annuelle est présentée sur la base d'une année civile.

Gouvernement du Canada, Statistique Canada et Desjardins, Études économiques